



**DEPARTEMENT DES
PYRENEES-ORIENTALES**

COMMUNE DE PEZILLA-LA-RIVIERE

ARRETE MUNICIPAL 2026/51
Portant réglementation sur la circulation en agglomération.

Le Maire de la Commune de PEZILLA-LA-RIVIERE -66370-,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411.8, R 411.25 et R 413.1,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, quatrième partie, cinquième partie, huitième partie,

Vu la demande formulée le 09 février 2026 par ENEDIS, 96 avenue de Prades 66000 PERPIGNAN, en vue d'effectuer des travaux de pose de protection de chantier sur le réseau de distribution au 9 rue Saint-Joseph à PEZILLA LA RIVIERE.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation rue Saint-Joseph à PEZILLA LA RIVIERE durant ces travaux.

ARRETE

Article 1 : Le vendredi 6 mars 2026 de 9h30 à 11h00, suite aux travaux de pose de protection de chantier sur le réseau de distribution au 9 rue Saint-Joseph à Pézilla-la-Rivière, la chaussée sera rétrécie et la circulation interdite suite au stationnement d'une nacelle de chantier.

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (quatrième partie- signalisation de prescriptions, cinquième partie - signalisation d'indication et huitième partie - signalisation temporaire) sera mise en place par l'entreprise durant toute la durée des travaux.

Article 3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : La Directrice Générale des Services de la Commune, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Millas et la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Pézilla la Rivière, le 09 février 2026.

Destinataires :

ENEDIS : jean-louis.cassagneres@enedis.fr

SDIS66 : accueil.sdis66@sdis66.fr

Services techniques

 *Le Maire,*

an-Paul BILLES.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publicité. En cas de rejet du recours gracieux, le délai de recours contentieux est prorogé pour une durée de deux mois supplémentaires. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux direct dans les deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Montpellier.